

<http://ugtg.org/spip.php?article1364>



Minustah : Lettre ouverte à la présidente du Brésil, Dilma Roussef, pour le Retrait des troupes brésiliennes



upation d'Haïti

Date de mise en ligne : mardi 21 novembre 2010

- International -

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés



Dilma, retirez les troupes d'Haïti !

Présidente élue Dilma,

Nous nous associons à la lettre ci-dessous, datée du 15 octobre, pour le Retrait des troupes d'Haïti. De jour en jour, l'évolution de la situation est de plus en plus terrible.

Le peuple est puni par une violente épidémie de choléra - plus de mille morts, des dizaines de milliers de malades - une épidémie apportée par les soldats népalais de la Minustah, fait confirmé par des sources médico-scientifiques, diplomatiques et populaires, et caché par la presse brésilienne.

Abandonné à la misère, le peuple est obligé de choisir entre acheter de la nourriture ou du savon !

Malgré cela, les troupes de la Minustah répriment et assassinent les manifestants pour le retrait des troupes d'occupation du pays, sous prétexte d'imposer - par la force des baïonnettes ! - des élections d'exclusion et manipulées, une vraie farce.

Ces derniers jours, il y a encore eu officiellement trois morts qui s'ajoutent à la liste des crimes commis sous les ordres des officiers brésiliens. Le peuple commence à attaquer les garnisons et les transports de la Minustah, parmi eux, les soldats brésiliens.

En ce moment, nous qui signons cette lettre, nous nous tournons vers les peuples du monde entier au travers de leurs organisations syndicales, populaires et démocratiques pour qu'elles développent un large mouvement dirigé vers les 41 pays qui participent de la Minustah afin d'en finir avec l'occupation.

En ce sens, nous mandatons les délégués brésiliens à la Conférence mondiale ouverte d'Alger « Contre la guerre et l'exploitation » (27-29 novembre) pour porter cette proposition.

Présidente Dilma,

Lettre ouverte à la présidente du Brésil, Dilma Roussef, pour le Retrait des troupes brésiliennes d'occu

Nous en appelons à votre sens de la justice et à votre attachement à la souveraineté des peuples. Evitons une tragédie plus grave encore. Retirons au plus tôt les troupes brésiliennes d'Haïti !

Intervenez pour faire cesser cette honte. Comment est-il possible que le gouvernement brésilien permette de salir notre drapeau avec le sang d'un peuple frère, le peuple noir d'Haïti ?

Plus que jamais, Haïti a besoin de médecins, d'infirmiers et de diverses formes d'aide, pas de troupes !

São Paulo, 19 novembre 2010

Milton Barbosa, Mouvement Noir Unifié

Irene Batista, présidente du Syndicat des Municipaux de SP

Juliana Cardoso, conseillère municipale, PT-São Paulo

Misa Boito, membro de la DR du PT-SP

Adriano Diogo, député d'état, PT-SP

Post-Scriptum

Lettre à la candidate du PT à la Présidente, Dilma Roussef

Chère camarade,

Plus que jamais nous sommes ensemble dans le combat pour la victoire du PT, pour empêcher le retour des rapaces et conquérir des droits.

Et le résultat des urnes ne laisse aucun doute sur le fait que le peuple ne veut pas du retour du PSDB.

Voilà 6 ans que les troupes brésiliennes dirigent les forces d'occupation de la Minustah en Haïti. Et année après année, au lieu de s'améliorer, la situation du peuple haïtien ne cesse d'empirer.

Nous avons entendu dans ce meeting de l'ALESP le témoignage des camarades d'Haïti qui ont dit qu'ils veulent « la solidarité, recherchent l'aide pour que la situation dans laquelle vivent leurs frères puisse être dépassée. Solidarité des travailleurs et des jeunes pour la souveraineté d'Haïti ».

Comment donc accepter que le professeur Filbert, qui combattait pour le droit à l'éducation, ait été assassiné devant le Ministère de l'éducation, le 8 octobre dernier, au cours d'une manifestation pacifique organisée par l'UNNOH (Union nationale des professeurs d'Haïti) ?

Le peuple frère haïtien - première république noire au monde, qui s'est libérée, voilà 206 ans - paie aujourd'hui le prix de cette liberté : c'est le pays le plus pauvre du continent, une situation aggravée par la catastrophe, il y a 8 mois, causée par le séisme qui a tué plus de 300 mille personnes et laissé sans toit plus d'un million d'haïtiens.

Comment les troupes de la Minustah, qui sont responsables des plus graves interventions et violences contre l'intégrité et la souveraineté du peuple frère, pourraient-elles prétendre être en Haïti pour la stabilisation et pour la paix ?

Camarade,

Lettre ouverte à la présidente du Brésil, Dilma Roussef, pour le Retrait des troupes brésiliennes d'occu

Nous vous demandons solennellement l'engagement du retrait des troupes brésiliennes du sol d'Haïti.

Et si le Brésil voulait réellement aider le peuple à ouvrir la voie de la démocratie et de l'amélioration de la situation, remplacez les 1 200 soldats brésiliens de la Minustah par des médecins, des infirmiers, pompiers, techniciens et ouvriers pour réparer les dégâts causés par le séisme.

En donnant de la sorte l'exemple aux 40 autres pays qui ont également des troupes dans la Minustah, pour qu'ils en fassent de même, que les 540 millions de dollars, le prix annuel de ces troupes, soient utilisés à la reconstruction, à l'aide alimentaire, à la construction des écoles, des hôpitaux, etc.

15 Octobre 2010

Signataires : José Cândido (dep. D'éstatl PT SP), Milton Barbosa (MNU), Kika, Valkiria S. Silva (CONEN), Markus Sokol (DN-PT), Marcelo Buzetto (MST), Maria Gorete (MST), Bárbara Corrales (PT Guaianazes), Regina Lucia dos Santos (MNU), Conceição Reis (Intecab), Zindzi Silva dos Santos (Oriashé/MMM), Raquel Pluft Fernandes (DZ PT-Campo Limpo), Enedina Ferreira Andrade (MST), Luis Paulo Almeida (MST), Diana Fernandes (MST), Dionara Soares Ribeiro (MST), Spoto, Rosana Santos (MST), Márcia Tereza Secca (Fórum SP), Paulo Brito (Apeoesp SP), Rafael Pinto (Conen), Bruno Augusto Dias (Ilêasé Oya Mirewa), Mãe Mirewa (Ilêasé Oya Mirewa), Lucia Skromov (Comité Pro-Haïti), Eloísa Helena Alves da Silva (Negro Sim), Mércia R. N. de Sousa (Ilêasé Oya Mirewa), Julia G. Ap. M. C. (Quilombo Cacadena), Emmanuel Ulysse (Morepia), Nelson Galvão (SINPEEM).